

Procès-verbal des délibérations du Conseil municipal de CHAUDENEY-sur-MOSELLE

Le Conseil municipal s'est réuni en session ordinaire sous la Présidence de son Maire, Monsieur Emmanuel PAYEUR, au lieu habituel de ses séances, le jeudi quinze octobre deux mille vingt-six à vingt heures et trente minutes.

La convocation a été adressée le 12 octobre 2026 avec l'ordre du jour suivant :

- Renouvellement de la convention avec le Refuge du MORDANT au 01/01/2027 pour la capture d'animaux errants
- Création d'un emploi permanent de Rédacteur à temps non complet à 30h/hebdomadaires à compter du 01/01/2027
- Création d'un emploi permanent de Rédacteur à temps non complet à 10h/hebdomadaires à compter du 07/12/2026
- Création d'un emploi permanent de Rédacteur à temps non complet à 15h/hebdomadaires à compter du 01/01/2027
- Création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique Territorial à temps complet à 35h/hebdomadaires à compter du 01/01/2027

Etaient présents Messieurs et Mesdames : BOMBARDIERI Jean, BROSSARD Fanch, CORFA Christophe, CUIENGNET Jean-Noël, GALICHET Hélène, GALLAND Mireille, GULBERTI Sandrine, KOCH Marie-Laure, MAITREAU Arnaud, MOREL Nadine, PAYEUR Emmanuel, POTERLOT Didier, REVEST Corinne, ROBERT-LOUIS Sylvain et ROUSSEL Marie-Claude.

Absent excusé :

Mme Nadine MOREL a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

2026/40) Renouvellement de la convention avec le Refuge du MORDANT au 01/01/2027 pour la capture d'animaux errants

Le Maire rappelle au Conseil municipal la délibération n°2023/62 du 20/11/2023 relative au contrat de capture et de gestion de fourrière animale contracté avec le REFUGE DU MORDANT. La convention venant à échéance le **31 décembre 2026**, le Maire demande le renouvellement de celle-ci **pour une durée de 2 ans à compter du 01/01/2027 jusqu'au 31/12/2028.**

Le Conseil municipal, après délibération et à l'unanimité :

- accepte le renouvellement de la convention du Refuge du MORDANT **pour une durée de deux ans à compter du 01/01/2027 jusqu'au 31/12/2028,**
- autorise le Maire à signer tous documents concernant ce dossier.

2026/41) Création d'un emploi permanent de Rédacteur à temps non complet à 30h/hebdomadaires à compter du 01/01/2027

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant le tableau des emplois adopté **par le Conseil Municipal le 15/10/2026 ;**

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent de **rédacteur ;**

Le Maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent de **rédacteur** à temps non complet, à raison de **30/35^{èmes}** (fraction de temps complet),
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des **secrétaires de mairie** au(x) grade(s) de **rédacteur** relevant de la **catégorie hiérarchique B,**
- l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : **Secrétaire de Mairie**
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

- la modification du tableau des emplois **à compter du 1^{er} janvier 2027.**

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE :

-de créer au tableau des effectifs un emploi permanent à temps non complet de **rédacteur** au grade de **Rédacteur** relevant de la catégorie **hiérarchique B** du cadre d'emplois des rédacteurs à raison de **30 heures hebdomadaires**. Cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents

La présente délibération prendra effet à compter du **1^{er} janvier 2027**.

2026/42 Création d'un emploi permanent de Rédacteur à temps non complet à 10h/hebdomadaires à compter du 07/12/2026

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 15/10/2026 ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent de **rédacteur** ;

Le Maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent de **rédacteur** à temps non complet, à raison de **10/35^{èmes}** (fraction de temps complet),
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des **secrétaires de mairie** au(x) grade(s) de **rédacteur** relevant de la **catégorie hiérarchique B**,
- l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : **Secrétaire de Mairie**
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

- la modification du tableau des emplois à compter du **07 décembre 2026**.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE :

-de créer au tableau des effectifs un emploi permanent à temps non complet de **rédacteur** au grade de **Rédacteur** relevant de la catégorie **hiérarchique B** du cadre d'emplois des rédacteurs à raison de **10 heures hebdomadaires**. Cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents

La présente délibération prendra effet à compter du **07 décembre 2026**.



2026/43) Création d'un emploi permanent de Rédacteur à temps non complet à 15h/hebdomadaires à compter du 01/01/2027

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial compétent.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article 3-2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant le tableau des emplois adopté **par le Conseil Municipal le 15/10/2026** ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent de **rédacteur** ;

Le Maire propose à l'assemblée :

- la création d'un emploi permanent de **rédacteur** à temps non complet, à raison de **15/35^{èmes}** (fraction de temps complet),
- à ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des **secrétaires de mairie** au(x) grade(s) de **rédacteur** relevant de la **catégorie hiérarchique B**,
- l'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : **Secrétaire de Mairie**
- la rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

Le poste pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

- la modification du tableau des emplois **à compter du 1^{er} janvier 2027**.

Le Conseil Municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE :

-de créer au tableau des effectifs un emploi permanent à temps non complet de **rédacteur** au grade de **Rédacteur** relevant de la catégorie **hiérarchique B** du cadre d'emplois des rédacteurs à raison de **15 heures hebdomadaires**. Cet emploi pourrait être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'ait pu aboutir.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents

La présente délibération prendra effet à compter du **1^{er} janvier 2027**.

2026/44) Création d'un emploi permanent d'Adjoint Technique Territorial à temps complet à 35h/hebdomadaires à compter du 01/01/2027

Le Maire rappelle au Conseil municipal :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Le Maire propose au Conseil municipal :

La création d'un emploi permanent d'un **Adjoint Technique Territorial** à temps complet à raison de **35 heures hebdomadaires**, soit **35/35^{ème}**, **à compter du 01/01/2027**.

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux au(x) grade(s) d'Adjoint Technique Territorial relevant de la catégorie hiérarchique C,
L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : **adjoint technique polyvalent (entretenir et valoriser les espaces publics et les bâtiments communaux).**

La rémunération liée au déroulement de la carrière correspondra au cadre d'emplois concerné.

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 3° du Code général de la fonction publique.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée ne pouvant excéder de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

L'agent devra justifier d'un niveau scolaire suffisant ainsi que d'une expérience professionnelle en rapport au cadre d'emploi d'Adjoint technique territorial et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Monsieur le Maire est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste.

L'assemblée, après en avoir délibéré,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L313-1 et L. 332-,

Considérant le tableau en annexe des emplois adopté par l'assemblée délibérante le 15/10/2026,

DECIDE :

Article 1 : d'adopter la proposition du Maire,

Article 2 : de modifier ainsi le tableau des emplois,

Article 3 : d'inscrire au budget les crédits correspondants,

ADOPTÉ : avec 1 contre (Arnaud MAITREAU) des membres présents.

Le Maire certifie avoir affiché le procès-verbal de cette séance à la porte de la mairie le 16/10/2026 et transmis au contrôle de légalité le 16/10/2026.

Le Maire,
E. PAYEUR

